Séance ordinaire du conseil municipal de la Municipalité de Saint-Bernard, tenue le 2 décembre 2019, à 20 h, sous la présidence de M. André Gagnon, maire.

PRÉSENCES :

Sont présents M. Jocelyn Gagné, M. Francis Gagné, Mme Sonia Tremblay, Mme Ginette Camiré et M. Jacques Lirette.

Est absent M. Raymond St-Onge.

Marie-Eve Parent, directrice générale et secrétaire-trésorière, est également présente.

OUVERTURE DE LA SÉANCE :

M. André Gagnon, maire, souhaite la bienvenue aux personnes présentes et prononce la pensée du mois.

203-12-2019

ACCEPTATION DE L'ORDRE DU JOUR :

Proposé par M. Jacques Lirette,
Appuyé par Mme Sonia Tremblay,
Et résolu à l'unanimité que l'ordre du jour soit accepté tel que déposé en gardant le point « varia » ouvert.

204-12-2019

ACCEPTATION DES PROCÈS-VERBAUX :

Proposé par Mme Sonia Tremblay,
Appuyé par Mme Ginette Camiré,
Et résolu à l'unanimité que les procès-verbaux de la séance ordinaire du 4 novembre 2019 et de la séance extraordinaire du 28 novembre 2019 soient approuvés avec dispense de lecture.

205-12-2019

ACCEPTATION DES COMPTES :

Proposé par M. Francis Gagné,
Appuyé par M. Jocelyn Gagné,
Et résolu que les comptes suivants soient acceptés et payés :

Chèques de C1900267 à C1900293	447 244.89 \$
Paiements Internet L1900675 à L1900743	149 544.05 \$
Carte de crédit VISA V2019114 à V2019122	3 158.44 \$

Pour un grand total de : 599 947.38 \$

LISTE DES ARRIÉRAGES DE TAXES NON PAYÉES:

Dépôt de la liste des comptes en souffrance, en date du jour. Une copie de la liste est remise à chaque conseiller.

206-12-2019

ACCEPTATION DE LA PROMESSE DE VENTE SIGNÉE AVEC SUCCESSION OVILA BOILARD POUR L'ACQUISITION DU LOT NO. 5 426 366 :

Il est proposé par M. Jocelyn Gagné,
Appuyé par Mme Ginette Camiré,
Et résolu à l'unanimité :

Que le conseil municipal accepte la promesse de vente signée le 2 décembre 2019 avec Succession Ovila Boilard, concernant l'acquisition du lot no. 5 426 366 pour un montant de 120 000 \$, d'une superficie de 1 773.20 mètres carrés.

Que le maire et la directrice générale et secrétaire-trésorière soient autorisés à signer tous les documents relatifs à l'acte notarié pour l'acquisition du lot no. 5 426 366.

De plus, le conseil municipal mandate la notaire Jacinthe Breton pour effectuer le contrat notarié.

207-12-2019

UNE PARTIE DES TRAVAUX DE LA RUE VAILLANCOURT PRISE À MÊME LA RÉSERVE FINANCIÈRE PROVENANT DES CARRIÈRES ET SABLIERES :

Il est proposé par M. Jacques Lirette,
Appuyé par Mme Sonia Tremblay,
Et résolu à l'unanimité :

Qu'une partie des travaux de la rue Vaillancourt pour un montant de 29 284.50 \$ soit prise à même la réserve financière provenant des carrières et sablières.

208-12-2019

PROGRAMME D'AIDE À LA VOIRIE LOCALE – VOLET PROJETS PARTICULIERS D'AMÉLIORATION, ENVELOPPE POUR DES PROJETS D'ENVERGURE OU SUPRAMUNICIPAUX :

Considérant que la Municipalité de Saint-Bernard a pris connaissance des modalités d'application du volet Projets particuliers d'amélioration, enveloppe pour des projets d'envergure ou supra municipaux (PPA-ES) du Programme d'aide à la voirie locale (PAV);

Considérant que le formulaire de reddition de comptes V-0321 a été dûment rempli;

Considérant que les travaux réalisés ou les frais inhérents sont admissibles au PAV;

Considérant que le réseau routier pour lequel une demande d'aide financière a été octroyée est de compétence municipale et admissible au PAV;

En conséquence, il est proposé par M. Francis Gagné, appuyé par Mme Ginette Camiré et résolu à l'unanimité:

Que le conseil municipal approuve les dépenses d'un montant de 115 922.32 \$ relatives aux travaux d'amélioration réalisés et frais inhérents admissibles mentionnés sur le formulaire V-0321, conformément aux exigences du Ministère des Transports du Québec.

209-12-2019

DÉPÔT D'UNE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE DANS LE PROGRAMME PRIMEAU POUR LA CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT POUR LE NOUVEAU SYSTÈME DE TRAITEMENT POUR LA CHLORATION, LA FILTRATION DU MANGANÈSE SUR SABLE VERT ET L'ADOUCCISSEMENT DE L'EAU POTABLE :

Considérant que la Municipalité de Saint-Bernard souhaite faire une demande d'aide financière dans le programme PRIMEAU, sous-volet 1.2, pour la réalisation des travaux pour la construction d'un bâtiment pour un nouveau système de traitement pour la chloration, la filtration du manganèse sur sable vert et l'adoucissement de l'eau potable;

Considérant que la Municipalité a pris connaissance du Guide sur le programme PRIMEAU et doit respecter toutes les modalités de ce guide qui s'appliquent à elle;

En conséquence, il est proposé par M. Jocelyn Gagné, appuyé par Mme Sonia Tremblay et résolu à l'unanimité :

Que la Municipalité s'engage à respecter toutes les modalités de ce guide qui s'appliquent à elle;

Que la Municipalité s'engage à payer sa part des coûts admissibles et des coûts d'exploitation continus associés à son projet au programme PRIMEAU;

Que la Municipalité confirme qu'elle assume tous les coûts non admissibles et les dépassements de coûts associés à son projet au programme PRIMEAU.

210-12-2019

PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE AUX INFRASTRUCTURES RÉCRÉATIVES ET SPORTIVES POUR LA CONSTRUCTION D'UNE SCÈNE EXTÉRIEURE MULTIFONCTIONNELLE :

Il est proposé par Mme Ginette Camiré, appuyé par Mme Sonia Tremblay et résolu à l'unanimité :

Que la Municipalité de Saint-Bernard autorise la présentation du projet de la construction d'une scène extérieure multifonctionnelle au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur dans le cadre du Programme d'aide financière aux infrastructures récréatives et sportives;

Que soit confirmé l'engagement de la Municipalité de Saint Bernard à payer sa part des coûts admissibles au projet et à payer les coûts d'exploitation continue de ce dernier, à assumer toute hausse du budget de fonctionnement générée par le projet et à ne pas accorder de contrat relatif à des coûts directs avant l'obtention d'une lettre d'annonce du ministre;

Que la Municipalité de Saint-Bernard désigne M. Pascal Vachon, directeur des loisirs, comme personne autorisée à agir en son nom et à signer en son nom tous les documents relatifs au projet mentionné ci-dessus.

211-12-2019

PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE AUX INFRASTRUCTURES RÉCRÉATIVES ET SPORTIVES POUR LA CONSTRUCTION D'UN SENTIER ASPHALTÉ MULTIFONCTIONNEL :

Il est proposé par Mme Ginette Camiré, appuyé par M. Francis Gagné et résolu à l'unanimité :

Que la Municipalité de Saint-Bernard autorise la présentation du projet de la construction d'un sentier asphalté multifonctionnel au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur dans le cadre du Programme d'aide financière aux infrastructures récréatives et sportives;

Que soit confirmé l'engagement de la Municipalité de Saint Bernard à payer sa part des coûts admissibles au projet et à payer les coûts d'exploitation continue de ce dernier, à assumer toute hausse du budget de fonctionnement générée par le projet et à ne pas accorder de contrat relatif à des coûts directs avant l'obtention d'une lettre d'annonce du ministre;

Que la Municipalité de Saint-Bernard désigne M. Pascal Vachon, directeur des loisirs, comme personne autorisée à agir en son nom et à signer en son nom tous les documents relatifs au projet mentionné ci-dessus.

212-12-2019

ENTENTE RELATIVE À LA GESTION DES COURS D'EAU ENTRE LA MRC DE LA NOUVELLE-BEAUCE ET LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-BERNARD :

Attendu que le règlement no. 398-10-2019 intitulé « Règlement régissant les objets relatifs à l'écoulement des eaux et à la gestion des cours d'eau sur le territoire de la MRC de La Nouvelle-Beauce » a été adopté lors de la séance régulière du conseil de la MRC de La Nouvelle-Beauce le 15 octobre 2019;

Attendu que la MRC de La Nouvelle-Beauce détient la compétence exclusive sur tous les cours d'eau de son territoire, telle que définie par l'article 103 de la Loi sur les compétences municipales (L.Q. 2005, chapitre 6), ci-après citée [la loi];

Attendu que la MRC ne dispose pas du personnel, des véhicules et des équipements requis pour exercer en tout temps et pleinement cette compétence;

Attendu que l'article 108 de la loi prévoit qu'une entente peut être conclue entre la MRC et une municipalité locale de son territoire conformément aux articles 569 à 575 du Code municipal du Québec pour lui confier l'application des règlements, le recouvrement de créances et la gestion des travaux prévus par la loi en matière de cours d'eau;

Attendu qu'il est dans l'intérêt des parties de conclure une telle entente;

Attendu qu'il y a lieu de nommer une personne et un substitut pour aider à l'application dudit règlement;

En conséquence, il est proposé par Mme Sonia Tremblay, appuyé par M. Jacques Lirette et résolu à l'unanimité :

Que la Municipalité de Saint-Bernard nomme l'inspecteur en bâtiment pour exercer la fonction de la personne désignée au sens de l'article 105 de la loi.

Qu'une copie de la présente résolution soit acheminée à la MRC de La Nouvelle-Beauce.

213-12-2019

AVIS DE MOTION – RÈGLEMENT FIXANT LES COMPENSATIONS POUR LES SERVICES MUNICIPAUX DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020 :

Avis de motion est donné par M. Jacques Lirette que lors d'une séance subséquente, il sera soumis pour adoption un règlement ayant pour objet de fixer les compensations pour les services municipaux de l'année financière 2020.

214-12-2019

APPROBATION DU PLAN D'INTERVENTION POUR LE RENOUELEMENT DES CONDUITES D'EAU POTABLE, D'ÉGOUTS ET DES CHAUSSÉES :

Considérant que la Municipalité a confié à Tétra Tech QI inc. le mandat de réaliser le plan d'intervention d'aqueduc, d'égouts et des chaussées;

Considérant que ce plan d'intervention est admissible au programme de la TECQ;

Considérant que Tétra Tech QI Inc. a réalisé ledit plan d'intervention révision 1 daté du 5 novembre 2019 à la satisfaction de la Municipalité et du MAMH;

Par conséquent, il est proposé par M. Jocelyn Gagné, appuyé par Mme Sonia Tremblay et résolu à l'unanimité :

Que la Municipalité de Saint-Bernard accepte le plan d'intervention préparé par Tetra Tech QI Inc. révision 1 daté du 5 novembre 2019 et demande au MAMH l'approbation du document.

215-12-2019

DEMANDE D'AUTORISATION CPTAQ, M. DANIEL PELCHAT, LOTS NO. 3 291 488-P ET NO. 6 332 183-P :

Attendu que M. Daniel Pelchat est devenu propriétaire du lot no. 3 291 489 d'une superficie de 3 715,1 m.c. le 27 mai 2004 suite à l'émission d'une attestation de conformité en vertu des articles 101 et 103 de la loi sur la protection du territoire et des activités agricoles, dossier 336485;

Attendu que le terrain est adjacent à la rivière Chaudière, qu'il est affecté par les zones à risque d'inondation 2 ans, 20 ans et 100 ans;

Attendu que ces contraintes ont obligé à localiser la nouvelle résidence à la limite sud-ouest du terrain, le mur arrière de la résidence étant pratiquement sur la ligne de lot;

Attendu qu'une demande d'autorisation a été présentée à la Commission visant l'agrandissement de l'emplacement résidentiel à l'arrière de la résidence et l'acquisition du chemin d'accès entre le rang Bord de l'Eau et le terrain résidentiel, et que la Commission a autorisé la demande par sa décision 422555 le 10 juillet 2019;

Attendu que suite à l'acquisition de la superficie autorisée, un certificat de piquetage a été réalisé et qu'il a été constaté que le puit et le patio localisés côté ouest de la résidence sont implantés à la limite de la propriété;

Attendu que M. Pelchat désire élargir le terrain à cet endroit par l'acquisition de parties des lots no. 3 291 488 et no. 6 332 183 totalisant 219 mètres carrés;

Attendu que comme il s'agit d'une utilisation résidentielle accessoire d'une parcelle de terrain non utilisée à des fins agricoles, il ne résultera aucune contrainte à l'égard des activités agricoles environnantes existantes ou à venir;

En conséquence il est proposé par M. Francis Gagné, appuyé par Mme Ginette Camiré et résolu à l'unanimité

Que le conseil de la Municipalité de Saint-Bernard appuie la demande de M. Daniel Pelchat auprès de la Commission de protection du territoire du Québec concernant l'acquisition de parties des lots no. 3 291 488 et no. 6 332 183 totalisant 219 mètres carrés, superficie à être utilisée à des fins résidentielles accessoires.

Que le conseil de la municipalité informe la Commission que l'objet de la demande est conforme à la réglementation d'urbanisme de la municipalité.

DÉPÔT DU REGISTRE PRÉVU À L'ARTICLE 6 DE LA LOI SUR L'ÉTHIQUE ET LA DÉONTOLOGIE EN MATIÈRE MUNICIPALE :

La directrice générale déclare que conformément au dernier alinéa de l'article 6 de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale, aucune déclaration visée au 2^e alinéa du même article n'a été faite depuis l'entrée en vigueur de cette loi.

216-12-2019

ENGAGEMENT DE M. GINO BOLDUC COMME CHAUFFEUR DE CHARRUE AU BESOIN :

Il est proposé par M. Francis Gagné,
Appuyé par M. Jacques Lirette,
Et résolu à l'unanimité :

Que le conseil municipal autorise l'embauche de M. Gino Bolduc comme chauffeur de charrue au besoin.

217-12-2019

ENTENTE DE SERVICES AUX SINISTRÉS AVEC LA CROIX-ROUGE POUR 2020, 2021 ET 2022 :

Considérant que la Municipalité de Saint-Bernard doit prendre des mesures pour assurer la protection des personnes et des biens contre les sinistres, conformément à plusieurs textes législatifs, comme la Loi sur la sécurité civile, la Loi sur les cités et villes, le Code municipal;

Considérant que la mission de la Croix-Rouge est, notamment, d'assister des individus, des groupes ou des communautés qui vivent des situations d'urgence en leur offrant une assistance humanitaire;

Considérant que la Croix-Rouge est un organisme humanitaire sans but lucratif possédant les ressources et l'expertise susceptibles d'aider et de supporter, à titre d'auxiliaire des pouvoirs publics, les municipalités locales, lors d'un sinistre mineur ou majeur et ce, selon la disponibilité de ses ressources humaines et matérielles;

En conséquence, il est proposé par M. Jocelyn Gagné, appuyé par Mme Ginette Camiré et résolu à l'unanimité :

Que la Municipalité de Saint-Bernard renouvelle son entente avec la Croix-Rouge canadienne et puisse compter sur son aide advenant un sinistre pour la fourniture matérielle et technique de ses ressources pour une durée de 3 ans. La contribution financière de la Municipalité pour l'année 2020 au soutien de cet organisme est de 417.86 \$.

218-12-2019

ÉTABLISSEMENT DU CALENDRIER DES SÉANCES DU CONSEIL POUR L'ANNÉE 2020 :

Considérant que l'article 148 du Code municipal du Québec prévoit que le conseil doit établir, avant le début de chaque année civile, le calendrier de ses séances ordinaires pour la prochaine année, en fixant le jour et l'heure du début de chacune;

En conséquence, il est proposé par Mme Sonia Tremblay, appuyé par M. Francis Gagné et résolu à l'unanimité :

Que le calendrier ci-après soit adopté relativement à la tenue des séances ordinaires du conseil municipal pour 2020, qui se tiendront le lundi ou le mardi à la salle de l'Hôtel de Ville située au 1512, rue Saint-Georges et qui débiteront à 20 h :

Mardi 7 janvier 2020	Lundi 6 juillet 2020
Lundi 3 février 2020	Lundi 3 août 2020
Lundi 2 mars 2020	Mardi 8 septembre 2020
Lundi 6 avril 2020	Lundi 5 octobre 2020
Lundi 4 mai 2020	Lundi 2 novembre 2020
Lundi 1 ^{er} juin 2020	Lundi 7 décembre 2020

Qu'un avis public du contenu du présent calendrier soit publié par la directrice générale et secrétaire-trésorière, conformément à la loi qui régit la municipalité.

219-12-2019

CONTRIBUTION FINANCIÈRE À OPÉRATION NEZ ROUGE :

Il est proposé par M. Jocelyn Gagné,
Appuyé par Mme Ginette Camiré,
Et résolu à l'unanimité :

Que le conseil municipal autorise une contribution financière de 100 \$ pour aider à couvrir les frais d'Opération Nez Rouge 2019.

220-12-2019

DÉJEUNER AU PROFIT DE LA FONDATION LE CRÉPUSCULE :

Il est proposé par M. Jacques Lirette,
Appuyé par M. Jocelyn Gagné,
Et résolu à l'unanimité :

Que le conseil municipal autorise une contribution financière de 100 \$ pour le déjeuner annuel de la Fondation Le Crépuscule le 14 février 2020.

221-12-2019

ALIÉNATION DU LOT NO. 6 257 492 SITUÉ DANS LA RUE DES ENTREPRISES À EXCAVATION ÉRIC PERREault INC. :

Considérant que la Municipalité de Saint Bernard est propriétaire du lot no. 6 257 492 du cadastre du Québec faisant partie de son parc industriel;

Considérant qu'Excavation Éric Perreault Inc. désire acquérir le lot no. 6 257 492 donnant une superficie de 2 727.00 mètres carrés;

En conséquence, il est proposé par Mme Sonia Tremblay, appuyé par M. Jocelyn Gagné et résolu à l'unanimité :

Que la Municipalité Saint-Bernard accepte de vendre pour une somme totale de 48 131.44 \$ plus les taxes applicables à Excavation Éric Perreault Inc. le lot no. 6 257 492 du cadastre du Québec, donnant une superficie de 2 727.00 mètres carrés.

Dans les dix-huit (18) mois de la date de la signature de l'acte de vente notarié, l'acquéreur s'engage à construire sur l'immeuble vendu un bâtiment conforme aux règlements d'urbanisme de la Municipalité.

À défaut de s'exécuter dans ce délai, l'acquéreur accepte de payer à la Municipalité, à titre de pénalité et de dommages liquidés, en plus des taxes payées relativement au terrain, une somme égale à ce que rapporterait à la Municipalité en taxes foncières générales et spéciales, la construction d'un bâtiment dont l'évaluation serait de deux cent mille dollars (200 000\$). Cette indemnité sera payable annuellement à la Municipalité tant que le bâtiment ne sera pas construit.

En outre, l'acquéreur s'engage à ne pas revendre l'immeuble présentement vendu à un prix supérieur à celui payé à la Municipalité et ce, jusqu'à ce que le bâtiment précédemment mentionné y soit construit.

Que le coût des frais notariés et les frais de raccordement au réseau d'aqueduc et d'égout sanitaire et pluvial soient payés par l'acquéreur.

Que M. André Gagnon, maire et Marie-Eve Parent, directrice générale et secrétaire-trésorière, soient autorisés à signer l'acte de vente pour et au nom de la Municipalité et à en recevoir le prix de vente.

222-12-2019

AJOURNEMENT DE LA SÉANCE :

Proposé par M. Francis Gagné,
Appuyé par M. Jocelyn Gagné,
Et résolu que la séance ordinaire de ce conseil soit levée à
20 h 45.

André Gagnon, maire

Marie-Eve Parent, directrice générale
et secrétaire-trésorière

Je, André Gagnon, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal.

André Gagnon, maire

Je, soussignée, Marie-Eve Parent, directrice générale et secrétaire-trésorière de la Municipalité de Saint-Bernard, certifie et déclare que l'argent pour les dépenses autorisées et acceptées lors cette séance ordinaire est disponible.

Marie-Eve Parent, directrice générale
et secrétaire-trésorière